

9 décembre : Appel de trois prisonniers politiques à la solidarité internationale

APPEL À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Camarades,

Nous sommes trois prisonniers politiques, membres du groupe armé Lutte Révolutionnaire [*Epanastatikos Agonas*], et nous vous envoyons de notre prison nos salutations militantes.

Nous avons été arrêtés en avril 2010 avec trois autres camarades qui sont accusés de participation à l'organisation. Depuis, nous sommes en détention provisoire (accusés de terrorisme) en attendant notre procès renvoyé pour les premiers mois de 2011.

Nous trois, par une lettre politique que nous avons adressé à la société, avons réclamé la responsabilité politique pour la participation à l'organisation « Lutte Révolutionnaire » en défendant nos actions contre le capital et l'Etat, nos actions qui avaient pour but le renversement de l'Etat et du capitalisme, la révolution sociale, et une société sans Etat et sans autorités, communale et communiste où les assemblées et les conseils du peuple assumeront la gestion sociale, politique et économique.

En réclamant la responsabilité politique de nos actions nous avons aussi voulu défendre la lutte armée, mettre en lumière son actualité et son importance en tant qu'élément de cette lutte plus grande qu'est le renversement et la révolution sociale. Et surtout, nous avons voulu souligner combien la lutte armée est appropriée et nécessaire dans notre époque de crise économique mondiale, où, à notre avis, les conditions objectives nécessaires pour le renversement du capitalisme sont plus mûres que jamais depuis la Seconde Guerre Mondiale.

En outre, en assumant la responsabilité politique, nous avons voulu rétablir la mémoire et l'honneur de notre camarade Lambros Foundas, qui était membre de la « Lutte révolutionnaire » et qui est mort le mois de mars 2010 lors d'un affrontement armé avec les flics, après une tentative d'expropriation d'une voiture, partie préparatoire d'un plan d'action plus large de notre organisation.

Le milieu politique, économique et social dans lequel LR a été créée et développée son action est différent de celui des années 70-80 et du début des années 90 pendant lesquelles des organisations de guérilla urbaine ont agi en Europe de l'Ouest. C'était

une époque de la bipolarité, de l'antagonisme entre les Etats-Unis et l'URSS, entre leurs systèmes économiques et politiques respectifs. C'était l'époque où le modèle keynésien était tombé en discrédit et s'effondrait, alors que le capital regagnait du terrain au dépens du prolétariat, l'époque de l'abandon par les gouvernements des pays occidentaux de l'interventionnisme étatique, du remplacement de l' « économie de la demande » par l'« économie de l'offre », de l'attaque étatique contre les acquis des travailleurs et les acquis sociaux au profit des intérêts des couches favorisées et en vue de l'imposition du modèle économique et politique néolibéral.

Le milieu économique et politique dans lequel LR a été créée est celui de la monocratie des Etats-Unis, de la mondialisation économique, du néolibéralisme et de la guerre contre le terrorisme qui constitue l'enjeu de la mondialisation politico-militaire. Parce que, pour nous, tant la « guerre contre le terrorisme », que le totalitarisme des marchés constituent les deux faces d'une même médaille, le caractère d'une part politique et d'autre part économique de la mondialisation qui, là où elle ne peut pas s'imposer au moyen des armes des capitalistes et des institutions économiques internationales (FMI, OMC, BCE, FED), des instruments financiers des bourses internationales, de la misère, de la faim et de l'exclusion sociale, elle s'impose par l'exacerbation de la violence étatique, par la répression, par la guerre et les attaques militaires, par le feu et le fer.

Dans la période entre 2003 – l'année où Lutte Révolutionnaire a entamé son action – et 2007, alors que la crise sociale s'intensifiait en provoquant un fort mécontentement social, le consensus néolibérale était encore possible et cela parce que la croissance capitaliste continuait « sans faille » par le biais des prêts, telle une bulle à dimension mondiale qui continuait à se gonfler en dépit des crises économiques successives qui bouleversaient la planète (la crise de l'Asie du Sud-Est, l'effondrement économique de l'Argentine, la crise des subprimes aux Etats-Unis).

A partir de 2007, année marquée par la première « explosion » de la bulle des prêts hypothécaires aux Etats-Unis qui a donné le signal pour la crise économique mondiale, le consensus néolibéral prenait fin, ce qui a provoqué un discrédit politique et social du régime encore plus grand.

Pendant sa première période, Lutte Révolutionnaire a ciblé comme points centraux de son discours et son action la « guerre contre le terrorisme » et les interventions militaires des Etats-Unis et de leurs alliés occidentaux dans des pays de la périphérie, l'intensification de la violence, de la répression et du terrorisme étatique dans des pays

centraux et héli-périphériques, parmi lesquels se trouve la Grèce (attaque à la roquette contre l'ambassade des Etats-Unis, attaque contre l'ex-ministre de l'Ordre Public, attaques contre la police et les tribunaux), aussi bien que l'assaut néolibéral, la marchandisation des dernières fonctions économiques et sociales, l'attaque du capital contre les acquis des travailleurs (attaques à la bombe contre les ministères de l'Emploi et de la Finance).

Ensuite, à partir de 2008, la crise économique mondiale a constitué pour nous une vraie provocation pour élaborer notre action, en réalisant des attaques contre des structures et des organismes économiques, tels que la bourse, ou les banques Citibank et Eurobank. Notre ambition a été de porter des coups sévères au système déjà affaibli à cause de la crise, de saboter d'une manière dynamique les choix politiques du gouvernement grec et ses plans de « sauvetage » du pays, imposés par le F.M.I., l'U.E. et la B.C.E.

C'est pour cette raison d'ailleurs que le gouvernement du PASOK se sentait menacé par l'action de la Lutte Révolutionnaire qui, selon les mots d'un représentant gouvernemental, « pourrait faire sauter les mesures économiques ». C'est pour cette raison que nos arrestations, qui ont eu lieu quelques jours avant la prise du pouvoir en Grèce par le F.M.I., l'U.E. et la B.C.E., ont été saluées par le gouvernement grec, aussi bien que par divers agents politiques européens et américains comme un grand succès.

Pour nous, la crise économique que nous vivons quotidiennement est la première vraie crise mondiale dans l'histoire et la seule, après la grande dépression des années '30, qui frappe, avec une telle force, l'ensemble des pays du centre capitaliste. Son caractère est systémique, lié à la nature même du capitalisme et de l'économie du marché, ainsi que pluridimensionnel, qui concerne aussi bien l'économie, que la politique, la société et l'environnement.

A l'occasion de cette crise les élites économiques et politiques du monde entier opèrent une attaque sur tous les fronts contre les sociétés, les vieux acquis du mouvement ouvrier s'enterrent définitivement au nom de la concurrence, l'Etat providence constitue désormais une histoire passé, des institutions du système tels que l'Etat-nation perdent leur gravité, des notions telles que la souveraineté nationale n'ont plus de sens et la démocratie représentative dans certaines pays, parmi lesquels la Grèce, qui entrent sous l'égide de l'élite internationale et ses organes économiques (F.M.I., Banques centrales etc.), s'estompe – avec l'abolition d'une série d'articles

constitutionnels – au profit du totalitarisme mondiale des marchés, des multinationales, des banquiers et de leurs organes politiques.

Face à une telle attaque de la part de l'élite économique et politique, il n'y pas de place pour l'application des expériences et des réformes keynésiennes, comme il devient aussi évident de la manière dont les gouvernements ont répondu à la crise, à savoir par cette attaque néolibérale féroce contre les couches sociales moyennes et les couches populaires, à l'encontre de la volonté de la majorité de ces gens. A l'occasion de la crise économique, on voit à l'œuvre la plus grande spoliation et dévastation de l'histoire humaine, aussi bien que le plus grand transfert de richesses de la base au sommet de la hiérarchie sociale, ce qui condamne de plus en plus de gens à la pauvreté, à la misère, à la marginalisation et la mort.

Pour de grandes parties des sociétés de la périphérie, aussi bien que du centre capitaliste, le modèle néolibéral de croissance et le régime économique général sous lequel nous vivons actuellement, ont failli. Le système politique de la démocratie représentative semble avoir le même sort.

L'absence de consentement social n'empêche pas que les gouvernements européens procèdent, au nom du dépassement de la crise, à des coups d'Etats politiques consécutifs, en s'appuyant désormais sur des minorités et en provoquant ainsi la colère et l'indignation de la majorité sociale qui s'exprime de plus en plus souvent de manière violente dans les rues des villes européennes (France, Royaume Uni, Grèce, Irlande, Italie...).

Tout le précédent marque une série de conditions politiques et sociales qu'on considère les plus appropriées pour la mise en place de la contre-attaque prolétaire internationale, pour l'entreprise de la subversion du capitalisme et de l'Etat, pour la révolution. Parce qu'aujourd'hui le dilemme qui se pose pour les révolutionnaires et les opprimés en général consiste en ceci : révolution sociale ou assujettissement total et mort.

Notre devoir est d'assurer les conditions subjectives, c'est-à-dire de contribuer à la création d'un mouvement social multiforme tant au niveau international, qu'à l'intérieur de chaque pays, qui nous permettra de procéder à la réalisation de la rébellion sociale.

Dans les coordonnées politiques et sociales actuelles la lutte armée a une gravité particulière et peut jouer un rôle capital, dans le sens où elle peut exprimer le combat

politique total, présager la contre-attaque armée des prolétaires et faire la propagande la plus dynamique de la subversion et de la rébellion sociale.

Nous voudrions que notre procès devienne une estrade politique qui nous permettra d'exprimer publiquement ces positions politiques, qu'il soit considéré comme un moment de plus de la lutte pour la liberté. Réaffirmons l'importance de la rébellion sociale comme la seule réponse à la crise qui condamne les plus grandes parties de la société à l'anéantissement économique et sociale.

Qu'il soit une dénonciation publique du système et de ses escortes de toutes les couleurs. Réaffirmons la vivacité et l'actualité de la lutte armée, malgré les coups de l'Etat, et son importance de nos jours pour la promotion du projet révolutionnaire. Exprimons la nécessité de la création de mouvements révolutionnaires qui seront prêts à tenter la rébellion sociale partout.

Dans le cadre d'un tel procès nous croyons que les meilleurs « témoins de défense » soient les compagnons qui ont fait le choix de l'affrontement dynamique contre le système. Les combattants qui ont été membres d'organisations armées et qui sont restés inébranlables dans leurs décisions politiques, en défendant leurs luttes, leurs compagnons mort-e-s en prison, ceux qui ont été incarcérés pour des années.

Avec leur témoignage politique devant le tribunal ils parleront de leurs expériences et de leurs luttes, telles qu'ils les ont vécues dans des diverses conditions sociales et économiques. Ils parleront de l'actualité et de la continuité historique de la guerre sociale et des classes, qui continuera jusqu'à la destruction du système capitaliste. Ils parleront de la lutte perpétuelle des prisonniers de cette guerre, lutte qui ne s'arrête pas dans la prison. Car nous n'avons pas choisi la voie de la lutte pour accepter ensuite les conditions d'emprisonnement imposées par l'ennemi en vue de notre anéantissement politique, voire même physique.

C'est ça qui serait, pour nous, la meilleure expression de solidarité. Que notre procès devienne un cri de liberté.

Pola Roupa, Nikos Maziotis, Costas Gournas

9 décembre 2010